

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article 14 de la partie II de la Constitution, relatif à « l'espace de liberté, de sécurité et de justice »

Déposée par Monsieur Jacques Floch, député de l'Assemblée nationale française.

Qualité : Membre suppléant

Rédiger cet article ainsi :

« Article 14 : coopération judiciaire en matière civile

- 1) L'Union développe une coopération judiciaire en matière civile fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires, **y compris les actes authentiques**. Cette coopération inclut l'adoption des mesures de rapprochement des législations nationales susceptibles d'avoir une incidence transfrontalière.
 - 2) A cet effet, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre visant entre autres à assurer :
 - la reconnaissance mutuelle entre les Etats membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires et leur exécution ;
 - la signification et notification transfrontalières des actes judiciaires et extrajudiciaires ;
 - la compatibilité des règles applicables dans les Etats membres en matière de conflit de lois et de compétence ;
 - la coopération en matière d'obtention des preuves ;
 - un niveau élevé d'accès à la justice ;
 - le bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les Etats membres ;
 - le développement de mesures de justice préventive et de méthodes alternatives de résolution de litiges ;
 - un soutien à la formation de magistrats et des personnels de justice.
 - 3) Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité des lois et des lois-cadre concernant le droit de la famille; il statue après consultation du Parlement européen. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre concernant la responsabilité parentale.
-

Explication éventuelle :

Cet amendement a pour objet de donner une base juridique expresse pour la reconnaissance mutuelle des actes authentiques.